

reprochent de ne pas jouer dans les affaires mondiales un rôle assez grand, c'est-à-dire proportionnel à sa puissance économique.

La Chine et la Corée, entre autres, se sont insurgées contre les augmentations du budget de la défense nipponne (nécessaires, en tant que pays hôte, pour apporter aux forces américaines stationnées au Japon un soutien accru). Les débats qu'une participation japonaise aux opérations de maintien de la paix de l'ONU suscitait à Tokyo étaient considérés comme suspects et beaucoup en Asie-Pacifique ont accueilli avec mépris la décision de la Diète nipponne d'autoriser une participation limitée à ces opérations.

Le temps que Tokyo apprenne les intentions de l'ANASE, on avait déjà beaucoup réfléchi²⁶ et il avait été décidé d'appuyer les propositions préconisant de trouver une instance multilatérale où l'on puisse parler de la sécurité. Cependant, pour empêcher l'Union soviétique de prendre un ascendant diplomatique, Tokyo assortissait son soutien à la proposition de l'ANASE d'une condition, à savoir que la CPM en sa forme soit l'instance privilégiée du dialogue. Cela permettrait de limiter la discussion sur l'«assurance régionale» à des pays partageant les mêmes opinions et, donc, d'exclure l'URSS et d'autres pays à économie dirigée.

Après avoir lancé l'«initiative Nakayama»²⁷ à la CPM de l'ANASE de 1991, le Japon s'est formellement engagé à participer à un dialogue multilatéral (limité) sur la sécurité régionale. Il est tout à l'honneur du Japon de ne pas avoir laissé ses relations tendues avec la Russie l'empêcher de poursuivre une politique de sécurité régionale plus ouverte et plus transparente, quoique sa préférence pour un règlement bilatéral du différend sur les territoires du Nord le retienne de participer à un dialogue formel sur la sécurité de la région hors des CPM telles qu'elles existent.

IX Les États-Unis - S'adapter à la nouvelle conjoncture

²⁶ Cette nouvelle réflexion transparaît en grande partie dans le document intitulé «Asian Pacific Process for Stability and Security» présenté par Yokio Satoh, alors directeur général du Bureau de l'information, de l'analyse, de la recherche et de la planification au Ministère des Affaires étrangères du Japon, à la Cinquième Table ronde de l'Asie-Pacifique, consacrée au renforcement de la confiance et à la réduction des conflits dans le Pacifique et qui avait lieu à Kuala-Lumpur, du 10 au 14 juin 1991.

²⁷ Cette initiative, lancée à la CPM de 1991 par le ministre des Affaires étrangères Nakayama, est double. Elle propose un dialogue plus poussé au sein de la CPM sur la politique et la sécurité, et que des hauts fonctionnaires de l'ASEAN se réunissent pour discuter de la sécurité, avec la participation de représentants des partenaires au Dialogue.